



Rennes, le 9 Juin 2009

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

Un incident est venu interrompre ce jour l'Assemblée Générale annuelle de l'ARIP qui se déroulait dans le prolongement de celle du CRP.

Une délégation de la Confédération Paysanne, par ailleurs membre de l'ARIP, a souhaité interrompre les discussions et a bloqué unilatéralement les débats qui s'y étaient engagés.

Sur la situation de crise vécue par les éleveurs, cette délégation a répété ce qui a été dit le matin même en CRP. L'ensemble des Présidents des structures représentatives et membres des deux organisations porcines régionales s'est saisi de la situation des éleveurs porcins depuis 18 mois. Ils n'ont pas manqué d'attirer l'attention des plus Hautes Autorités de l'Etat (démarches auprès des Ministères et de la Présidence).

Les responsables professionnels, mandatés par la profession, ne peuvent pas laisser dire que rien n'a été fait depuis le début de la crise. Que ce soit sur la gestion de marché (stockage privé, restitutions), les distorsions de concurrence, le partage des marges ou l'accompagnement des éleveurs, toutes les familles impliquées dans la production porcine ont su à la fois prendre leur responsabilité et alerter les Pouvoirs Publics sur ce qui relève de leur compétence.

Sur la gestion de l'offre, les responsables professionnels considèrent qu'elle ne peut s'envisager qu'au niveau Européen. Pour notre région, diminuer unilatéralement notre production revient à laisser la place à nos concurrents européens. Dans l'immédiat, du fait de la situation exceptionnelle liée à la durée de la crise, l'urgence est à la réactivation des restitutions.

Par ailleurs, l'Etat doit apporter des réponses concrètes aux problèmes des garanties de paiement pour le secteur des entreprises de l'abattage / découpe, déstabilisé par la crise financière et économique.

L'ARIP a obtenu la mise en place d'une réunion qui sera organisée par le Préfet de Région dans les prochains jours.

Contact : Jacques CROLAIS (06.30.67.75.05)